



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est
5, rue de la Coopérative - 67000 Strasbourg

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Association Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est

5, rue de la Coopérative - 67000 Strasbourg

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire Grand Est relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.5.3 de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur la traduction comptable des subventions allouées et le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 7 avril 2026

KPMG S.A.



Patrick ZEIMETT

Associé

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	9 360	9 360	0	0
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	30 154	26 378	3 776	8 051
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	166 925	160 737	6 188	7 694
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations	15 225		15 225	15 225
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	16 998		16 998	16 998
Prêts				
Autres immobilisations financières	8 050		8 050	6 907
Total I	246 712	196 475	50 237	54 875
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	37 243	19 969	17 274	13 257
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres créances	370 880		370 880	379 893
Charges constatées d'avance	8 805		8 805	7 949
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	274 211		274 211	373 527
Total II	691 139	19 969	671 170	774 625
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	937 851	216 444	721 407	829 500

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	18 569	18 569
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	139 051	139 051
Réserves pour projet de l'entité	40 495	40 495
Autres		
Report à nouveau	204 735	172 472
Excédent ou déficit de l'exercice	-42 304	32 263
Situation nette (sous total)	360 546	402 850
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	360 546	402 850
FONDS REPORTES ET DEDES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		9 000
Total II	0	9 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	0	0
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	34 398	56 290
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	84 128	151 185
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	132 018	126 006
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		11 156
Produits constatés d'avance	110 317	73 013
Total IV	360 861	417 650
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	721 407	829 500

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	55 100	70 425
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	73 833	103 108
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 120 286	1 152 671
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	46 950	44 617
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		58 380
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisation des fonds dédiés	9 000	29 000
Autres produits	28 702	9 294
Total I	1 333 871	1 467 495
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	354 677	380 443
Aides financières	88 180	75 553
Impôts, taxes et versements assimilés	58 498	57 786
Salaires	629 814	649 918
Cotisations sociales	229 291	228 495
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	14 002	29 136
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés		9 000
Autres charges	2 003	3 404
Total II	1 376 465	1 433 734
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	-42 594	33 761

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 049	2 886
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total III	1 049	2 886
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	694	1 090
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
Total IV	694	1 090
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	355	1 796
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-42 239	35 557
Produits exceptionnels (V)		2 539
Charges exceptionnelles (VI)		5 776
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	-3 237
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	63	57
Total des produits (I + III + V)	1 334 919	1 472 920
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 377 222	1 440 657
EXCEDENT OU DEFICIT	-42 304	32 263
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	26 970	31 538
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	26 970	31 538
TOTAL	26 970	31 538



SARL H-CA
Habets Conseil et Audit
SARL au capital de 10 000 €
7 rue Pierre Salmon 51430 Bezannes

Téléphone : 06.72.62.66.51
Mail : eric.habets@cabinethca.fr

Association CRESS Grand Est

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Table des matières

1	Présentation de l'entité	2
1.1	Objet social	2
1.2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	3
1.3	Description des moyens mis en œuvre	3
1.4	Faits majeurs de l'exercice et post-clôture	4
1.4.1	Événements principaux de l'exercice	4
1.4.2	Événements postérieurs à la clôture	4
1.4.3	Situation économique	4
1.5	Principes, règles et méthodes comptables	4
1.5.1	Présentation des comptes	4
1.5.2	Méthode générale	5
1.5.3	Changement de méthode comptable	5
1.5.4	Changement de méthode d'évaluation	5
2	Informations relatives au bilan	6
2.1	Bilan actif	6
2.1.1	Immobilisations corporelles, incorporelles, financières – Mouvements principaux	6
2.1.2	Immobilisations corporelles – Amortissements pour dépréciation	6
2.1.3	Etat des immobilisations	7
2.1.4	Etat des amortissements	7
2.1.5	Liste des filiales et participations	8
2.1.6	Créances	8
2.1.7	Produits à recevoir – autres créances	8
2.1.8	Charges constatées d'avances	8
2.1.9	Valeurs mobilières de placement	8
2.2	Bilan passif	9
2.2.1	Fonds propres	9
2.2.2	Engagements pris en matière de retraite	9
2.2.3	Autres provisions pour risques et charges	9
2.2.4	Fonds dédiés	10
2.2.5	Dettes financières	10
2.2.6	Autres dettes	10
2.2.7	Etat des charges à payer	10
2.2.8	Produits constatés d'avance	11
3	Informations relatives au compte de résultat	12
3.1	Subventions d'exploitation	12
3.2	Autres produits d'exploitation	13
4	Autres informations	13
4.1	Etat des effectifs	13
4.2	Honoraires des commissaires aux comptes	13
4.3	Contributions volontaires en nature	13

1 Présentation de l'entité

1.1 Objet social

La Chambre Régionale de l'Economie sociale et solidaire du Grand Est a pour objet d'assister ses membres dans la poursuite de l'objectif d'intérêt général défini dans le préambule des statuts.

Elle assure à cet effet, au bénéfice des entreprises de l'économie sociale et solidaire sans préjudice des missions des organisations professionnelles et des réseaux locaux d'acteurs :

- la représentation auprès des pouvoirs publics des intérêts de l'économie sociale et solidaire ;
- l'appui à la création, au développement et au maintien des entreprises ;
- l'appui à la formation des dirigeants et des salariés d'entreprises ;
- la contribution à la collecte, à l'exploitation et à la mise à disposition des données économiques et sociales relatives aux entreprises de l'économie sociale et solidaire ;
- l'information des entreprises sur la dimension européenne de l'économie sociale et solidaire et l'appui à l'établissement de liens avec les entreprises du secteur établies dans les autres Etats membres de l'Union Européenne.

Elle assure la défense des intérêts de ses adhérents et plus généralement, de l'ensemble des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Elle peut ester en justice aux fins, notamment de faire respecter par les entreprises de son ressort et relevant du 2° du II de l'article 1er de la loi ESS de 2014, l'application effective des conditions fixées à ce même article.

Dans les conditions définies par un décret d'application de la loi ESS du 31 Juillet 2014, elle tient à jour et assure la publication de la liste des entreprises de l'économie sociale et solidaire, ou sens des 1° et 2° du II de l'article 1er, qui sont situées dans son ressort. Elle peut généralement, faire toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet, et susceptibles d'en faciliter le développement, la promotion, ou la réalisation dans le respect des principes de l'économie sociale et solidaire.

La compétence en matière de dialogue et de négociation sociale est du ressort exclusif des syndicats employeurs de l'économie sociale et solidaire, étant entendu sous ces termes toute forme de concertation, négociation, conduite de projet action nécessitant l'articulation entre les organisations syndicales des salariés et les organisations professionnelles d'employeurs, dans les domaines régis par les codes du travail et de la sécurité sociale.

La CRESS peut favoriser, par la connaissance qu'elle a des acteurs dans les territoires, les conditions de mise en place d'un dialogue social territorial dans l'économie sociale et solidaire.

La CRESS Grand Est peut, quand cela est pertinent, décliner son action de manière différenciée et adaptée en fonction des réalités des différents territoires qu'elle couvre.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La CRESS Grand Est assure la représentativité, la promotion, le soutien au développement et la défense des structures de l'ESS. Elle est en charge également de l'appui à la montée en compétences des dirigeants et des salariés, ainsi que de la réalisation et la publication d'études spécifiques.

Les missions réalisées par la CRESS Grand Est sont regroupées par pôles thématiques :

- Pôle accompagnement des acteurs de l'ESS, regroupant des missions en lien avec :
 - . L'accompagnement de projet
 - . Le DLA régional
 - . La création, le développement et l'accompagnement des pôles territoriaux
- Pôle développement d'affaire, regroupant les missions en lien avec :
 - . Les achats socialement responsables (Kaleidoscoop, Marché OFF, ...)
 - . La clause sociale
- Pôle emploi et formation, regroupant les missions en lien avec :
 - . La formation de sensibilisation à l'ESS
- Pôle promotion, sensibilisation, veille, regroupant les missions en lien avec :
 - . Le mois de l'ESS
 - . L'Observatoire régional
 - . La sensibilisation

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Afin de réaliser ses objectifs, la CRESS utilise les moyens suivants :

- Moyens humains
 - . des administrateurs bénévoles
 - . des collaborateurs salariés au nombre de 17 équivalents temps plein sur l'exercice
- Moyens matériels
 - . des locaux en location situés :
 - > 39 rue Hincmar REIMS
 - > 5 rue de la Coopérative 67000 STRASBOURG
 - > 13 rue Jean Moulin 54510 TOMBLAINE
 - > TELIS - Metz Technopole - 1 rue Marconi 57070 METZ
 - . du matériel (bureautique, informatique et mobilier, le matériel spécifique)
- Moyens financiers
 - . des partenaires
 - . les adhésions par collègues
 - . des subventions
 - . des prestations de service

1.4 Faits majeurs de l'exercice et post-clôture

1.4.1 Evénements principaux de l'exercice

Il n'est survenu aucun fait significatif au cours de l'exercice.

1.4.2 Evénements postérieurs à la clôture

Le conflit au Moyen-Orient survenu à la fin du mois de février 2026 constitue un événement postérieur au 31 décembre 2025 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2025, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2025 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences. Notre association constate que ce conflit n'a pas, à ce stade, d'impact significatif sur son activité. Elle demeure toutefois attentive aux impacts futurs éventuels identifiés en matière d'inflation sur les coûts, en particulier sur les coûts d'énergie.

1.4.3 Situation économique

Au 31 décembre 2025, la situation économique de la CRESS Grand Est se caractérise par :

- Un déficit de 42 304 € sur l'exercice ;
- Un montant de fonds propres à cette même date s'élevant à 360 546 €. Ils représentent un peu plus de 3 mois de fonctionnement

Ce niveau de fonds propres peut être jugé comme satisfaisant. Toutefois, le décalage dans la perception de certains soldes de subventions engendre pour la CRESS Grand Est quelques difficultés de trésorerie en cours d'année, l'obligeant à avoir recours ponctuellement à des solutions de financement court terme.

La continuité d'exploitation n'est cependant pas compromise au titre des 12 prochains mois.

1.5 Principes, règles et méthodes comptables

1.5.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

1.5.2 Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et aux dispositions du Code de commerce et du plan comptable général, à savoir le Règlement ANC 2014-03 mis à jour de ses différents règlements modificatifs et en particulier des Règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 applicables depuis l'exercice clos au 31 décembre 2025.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

1.5.3 Changement de méthode comptable

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association a appliqué pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers ainsi que le règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC 2018-06.

L'application de ces règlements constitue un changement de méthode comptable imposé par un changement de réglementation au sens des articles 122-1 et 831-3 du Plan Comptable Général. Ce changement est appliqué de manière prospective.

Les principales modifications concernent :

- la nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique du transfert de charges ;
- la création / modification de comptes du plan comptable général ;
- l'introduction de nouveaux modèles de bilans, comptes de résultat et tableaux normés en annexe.

Conformément à l'article 27 du règlement ANC 2022-06, les postes de N-1 ont été reclassés uniquement aux fins de présentation, afin de permettre leur comparabilité avec les nouveaux modèles. Aucun retraitement n'a été effectué sur le résultat exceptionnel ni sur les transferts de charges de l'exercice N-1.

L'application des nouveaux règlements susvisés génère les impacts suivants sur les postes du bilan et du compte de résultat de l'exercice N :

- Les charges constatées d'avance sont dorénavant classées à l'actif en créances (8 805 € en 2025) et non plus en comptes de régularisation en bas de l'actif
- Les transferts de charges correspondant à des refacturations de charges figurent dorénavant en ventes de prestations de services (31213€ en 2025)

1.5.4 Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2 Informations relatives au bilan

2.1 Bilan actif

2.1.1 Immobilisations corporelles, incorporelles, financières – Mouvements principaux

Une acquisition d'immobilisation a eu lieu sur l'exercice, pour 3 871 €.

Aucune sortie n'a été constatée sur l'exercice.

2.1.2 Immobilisations corporelles – Amortissements pour dépréciation

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel	Linéaire	5 ans
Agencements	Linéaire	1 à 7 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	1 à 7 ans
Mobilier	Linéaire	1 à 10 ans

2.1.3 Etat des immobilisations

	Solde au 01/01/2025	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	9 360			9 360
Matériel	30 154			30 154
Agencements	58 101	3 871		61 973
Matériel de bureau et informatique	93 006			93 006
Mobilier	11 946			11 946
	202 567	3 871	0	206 439

2.1.4 Etat des amortissements

	Solde au 01/01/2025	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2025
Immobilisations incorporelles	9 360			9 360
Matériel	22 103	4 275		26 378
Agencements	52 863	3 314		56 178
Matériel de bureau et informatique	91 722	891		92 614
Mobilier	10 774	1 172		11 946
	186 822	9 652		196 476

2.1.5 Liste des filiales et participations

Dénomination	% de détention	Capital	Valeur des titres
SCIC KaléidosCOOP	15,3%	98 200	15 000

2.1.6 Créances

Toutes les créances de l'actif circulant sont d'échéance inférieure à un an.

2.1.7 Produits à recevoir – autres créances

Le poste « autres créances » affiche un solde de 370 880 € au 31/12/2025. Il est constitué principalement de subventions à recevoir :

- Du FSE, pour 200 550 €
- De l'Etat et de l'ANACT, pour 57 580 €
- De la Région, pour 92 732 €
- Des Départements, pour 2 500 €
- De la Caisse des Dépôts et Consignations, pour 16 240 €

2.1.8 Charges constatées d'avances

Les charges constatées d'avance, dont le total s'élève à 8 805 € sont constituées principalement des charges de loyers, d'abonnement ou de maintenance logiciel portant sur l'année 2026.

2.1.9 Valeurs mobilières de placement

Les placements financiers sont constitués exclusivement d'un livret A et d'un compte sur livret.

Les intérêts comptabilisés sur l'exercice s'élèvent à 1 049 €.

2.2 *Bilan passif*

2.2.1 *Fonds propres*

Libellé	Solde au début de l'exercice	Diminution	Augmentation	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	18 569			18 569
Fonds propres avec droit de reprise				
Réserves	179 546			179 546
Report à nouveau créditeur	172 472		32 263	204 735
Résultat exercice précédent	32 263	- 32 263		
Résultat exercice en cours		-42 304		-42 304
Total situation nette	402 850	-74 567	32 263	360 546
Subventions d'investissement				
TOTAL	402 850	-74 567	32 263	360 546

Le résultat de l'exercice 2024, excédentaire de 32 263 €, a été affecté en Report à Nouveau.

2.2.2 *Engagements pris en matière de retraite*

Le montant des droits qui sont acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite, en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite, n'est pas comptabilisé car non significatif.

2.2.3 *Autres provisions pour risques et charges*

A la clôture des comptes clos au 31 décembre 2025, aucune provision n'a été constatée. Les montants comptabilisés en subventions de fonctionnement tiennent compte des réalisations effectives, et ont ainsi été ajustés pour tenir compte des bilans d'activité et des budgets effectivement consommés sur l'exercice 2025.

2.2.4 Fonds dédiés

	Ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation			A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement	Transferts	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Départements 2024	6 000 €		6 000 €				
Métropoles 2024	3 000 €		3 000 €				
TOTAL	9 000 €		9 000 €				

2.2.5 Dettes financières

Les dettes financières sont constituées de 2 emprunts, dont l'échéancier global est le suivant :

	TOTAL	A moins d'un an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Dettes financières	34 398	22 223	12 175	0

2.2.6 Autres dettes

Toutes les autres dettes figurant au passif du bilan sont d'échéance inférieure à un an.

2.2.7 Etat des charges à payer

Les charges à payer s'élèvent à 126 719 € et se composent :

- De factures non parvenues, pour 55 350 €
- De dettes sociales, pour 71 369 €

2.2.8 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance portent :

- Pour 36 587 € sur la subvention de l'ANACT notifiée sur l'exercice 2023 mais non encore consommée à la fin de l'exercice 2025
- Pour 73 730 € sur des subventions affectées au DLA donc les actions démarreront en 2026

3 Informations relatives au compte de résultat

3.1 Subventions d'exploitation

L'association est financée notamment par des subventions. Le tableau suivant recense l'ensemble des subventions octroyées à la CRESS Grand Est au titre de l'année 2025, ventilées par financeurs.

	Subvention 2025	Dont reçue	Reste à percevoir au 31/12/2025
FSE	200 550 €		200 550 €
SGARE	156 681 €	156 681 €	
DREETS	153 471 €	137 331 €	16 140 €
Région	287 832 €	195 101 €	92 732 €
Départements	22 500 €	20 000 €	2 500 €
Communes et agglomérations			
Ville de Strasbourg	100 000 €	100 000 €	
EMS	97 000 €	97 000 €	
Grand Reims	45 000 €	45 000 €	
Caisse des Dépôts	57 251 €	41 011 €	16 240 €
TOTAL	1 120 285 €	792 124 €	328 162 €

3.2 Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont constitués :

- De cotisations versées par les membres	=	55 100 €
- De prestations rendues par la CRESS	=	73 833 €
- Des indemnités reversées par le CESER	=	10 523 €
- D'une contribution versée par l'ANACT	=	36 427 €
- De reprises de fonds dédiés	=	9 000 €
- D'autres produits divers	=	28 702 €

4 Autres informations

4.1 Etat des effectifs

Au 31 décembre 2025, l'association compte 17 salariés.

Le nombre d'équivalents temps plein employés sur l'exercice s'élève à 17.

4.2 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes 2025	9 060 €

4.3 Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services



Le fonctionnement de la CRESS s'appuie notamment sur le bénévolat d'un certain nombre d'administrateurs.

Sur la base d'un nombre de heures estimé sur 2025 à 899 heures, valorisées à 30 €/h, le montant des contributions volontaire figurant au pied du compte de résultat s'élève à 26970€.